

Novembre/Décembre 2010 - HS 01

www.lesafriques.com

La francophonie économique prend forme

Les **A**friques

Hors Série



Paul Biya

« J'ai la conviction
que la Renaissance
de l'Afrique est en
marche »



**L'Afrique,
laboratoire
des économies
du futur**

M 04363 - H1 - F: 3,00 €



Zone CFA (Avion) 2 000 FCFA - France 3,00 € - Zone euro 3,00 € - Suisse 5,50 CHF

INTEGRALITE DE L'INTERVIEW DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, S.E.M. PAUL BIYA A L'HEBDOMADAIRE LES AFRIQUES.

(Publiée le jeudi 21 octobre 2010)

Dans un entretien exclusif paru, le 21 octobre 2010, dans l'Hebdomadaire Panafricain Les Afriques, S.E. Paul Biya livre ses réflexions sur la Francophonie, les relations franco-camerounaises, la lutte contre la corruption au Cameroun, l'éthique, la place de l'Afrique dans le monde, les priorités qu'il donne à sa politique.

Les Afriques : Vous représentez l'un des rares pays qui font partie à la fois de la Francophonie et du Commonwealth. Vous êtes bien placé pour apprécier les deux dynamiques communautaires. Quelles différences essentielles voyez-vous entre elles ?

Paul Biya : Le Cameroun a toujours œuvré dans le sens d'une dynamisation de l'organisation de la Francophonie qui porte des valeurs de diversité, de respect des différences et d'identité culturelle auxquelles nous sommes fondamentalement attachés. Naturellement, pour notre pays, qui comprend une multitude de groupes linguistiques et qui, au fil de son histoire, a adopté le français et l'anglais, la Francophonie ne peut pas se résumer à la promotion, voire à la défense, d'une langue en particulier. Notre bilinguisme symbolise notre unité et constitue une grande richesse, une ouverture incontestable vers l'international.

Le Commonwealth, par sa dimension, par son héritage historique, par le poids de ses membres les plus importants tels que le Royaume Uni, l'Inde, l'Afrique du Sud ou encore le Pakistan, cherche davantage à rapprocher les intérêts de tous ses membres. Nous souhaitons que la Francophonie, tout en conservant ses valeurs culturelles qui sont précieuses, s'inscrive également dans une démarche de rapprochement économique de ses membres.

Nous avons peut-être une chance historique d'y parvenir grâce à l'Afrique dont certains s'accordent à prédire qu'elle sera bientôt le principal relais de la croissance mondiale. Aujourd'hui dans le monde, un locuteur francophone sur deux est Africain. Dans 15 ans, ils seront plus de deux sur trois. Avoir une langue en partage est un atout précieux pour commercer, pour investir ou co-développer des entreprises, pour rapprocher des points de vue. Nos amis francophones du monde entier disposent aujourd'hui de cet atout pour participer de manière privilégiée à l'émergence du continent africain.

LA : Vous avez évoqué, lors de votre discours d'ouverture de la Conférence « Africa 21 », l'hétérogénéité géographique, ethnique et linguistique de votre territoire. Quel est aujourd'hui, selon vous, le principal ciment qui lie les Camerounais entre eux ?

Paul Biya : La plupart de nos Etats ont hérité au moment de leur accession à la souveraineté, d'immenses territoires sans unité géographique, sans homogénéité ethnique et culturelle et sans uniformité culturelle. La situation était encore beaucoup plus complexe en ce qui concerne le Cameroun, très tôt considéré comme « l'Afrique en miniature » pour sa grande diversité géographique et socioculturelle.

Il y a cinquante ans, nous avons hérité d'un territoire délimité par des frontières artificielles. Il était composé de populations différentes par la langue, par les traditions, la religion, l'organisation tribale, etc. Dois-je rappeler que le Cameroun compte plus de 200 groupes

ethniques qui parlent des langues aussi variées ! A cette situation s'ajoutaient les particularismes de trois modes dissemblables de colonisation, allemande d'abord, entre 1884 et 1916 ; puis française et anglaise entre 1916 et 1960 voire 1961 pour la partie sous tutelle britannique.

L'un des plus grands défis auxquels nous avons été confrontés en accédant à l'indépendance, le 1er janvier 1960, était de construire une Nation camerounaise à partir de groupes de populations dont les différences étaient plus nombreuses que les ressemblances, et de réunifier le pays en 1961. Cinquante ans après, force est de constater qu'il existe aujourd'hui une Nation camerounaise. Grâce à notre génie intégrateur, nous avons transformé notre diversité socioculturelle en richesse. La formation de la Nation camerounaise est l'aboutissement d'un long processus qui est passé par la prise de conscience collective d'une histoire commune. Cette prise de conscience s'est renforcée au fil des décennies par des réalisations communes sur le grand chantier de l'édification de l'Etat et par des avancées significatives sur la scène internationale au plan sportif, diplomatique, culturel, etc.

Le principal ciment qui lie les Camerounais aujourd'hui, c'est ce désir de vivre ensemble dans la paix et l'unité. C'est ce qui caractérise, je crois, notre société aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que nous venons de commémorer le Cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun et que nous commémorerons l'année prochaine les 50 ans de la réunification. Les Camerounais apprécient mieux que quiconque le prix des 50 années continues de paix, d'unité et de stabilité, sans lesquelles l'investissement, la croissance et le développement seraient illusoires.

LA : Des ONG comme International Crisis Group s'inquiètent du fait que vous soyez très difficilement remplaçable à la tête de l'Etat. Selon vous, quel chemin reste-t-il à parcourir au Cameroun pour qu'une transition puisse être envisagée sans risque d'instabilité ?

Paul Biya : J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les analyses de cette ONG que vous citez sur le Cameroun. Evidemment, je ne partage pas tous les points de vue qui y sont développés et dont certains me semblent manquer d'objectivité. L'intérêt soudain que cette ONG manifeste pour notre pays nous conforte dans l'idée que la politique que nous menons, à savoir instaurer un Etat de droit, œuvrer pour le progrès économique et social des Camerounais, est la bonne. Elle permettra, j'en suis sûr, de mettre notre pays à l'abri d'une aventure qui serait préjudiciable à notre peuple.

Je me dois de faire remarquer que, dans une Afrique souvent en proie à divers conflits, le Cameroun est l'un des pays du continent qui jouit d'une stabilité et d'une paix assez peu répandues. Ceci n'est pas le fait du hasard. Les Camerounais, dois-je le redire, sont profondément attachés à la paix et à la stabilité de leur pays.

Mon devoir, en tant que chef de l'Etat est de mettre en place et de renforcer les institutions qui permettent à la démocratie camerounaise de s'enraciner dans nos comportements. Les mécanismes de fonctionnement de cette démocratie sont prévus dans la Constitution, que ce soit en ce qui concerne l'élection du président de la République ou la succession à la tête de l'Etat en cas de vacance du pouvoir. Nous comptons sur la maturité des Camerounais – et ils en ont fait preuve lorsque nécessaire – pour respecter l'esprit et la lettre de nos institutions.

LA : Vous avez initié l'opération Epervier qui a permis de confondre des personnalités importantes dans le cadre de la lutte contre la corruption. Au-delà de ces dossiers retentissants, qui ont sans doute valeur d'exemple, que pouvez-vous faire contre la petite corruption quotidienne, tout aussi dommageable pour l'économie ?

Paul Biya : La lutte contre la corruption est un combat général. Il est vrai, l'attention de l'opinion est plus portée sur ces « dossiers retentissants », comme vous les appelez. Mais sachez que les pouvoirs publics ne ménagent aucun effort pour éradiquer toute forme de corruption dans notre pays. Que ce soit la grande ou la petite corruption, le résultat est le même. La corruption nuit à l'économie et prive les Etats d'importantes ressources qui pourraient leur permettre de faire face à leurs missions. Les sanctions sont régulièrement prises dans l'Administration contre ceux qui se rendent coupables de pratiques de corruption ou de fraude. Mais le mal est profond. C'est pourquoi, à la répression nous associons la sensibilisation, à travers les campagnes de communication des différentes structures de lutte contre la corruption que nous avons créées, à l'instar de la Commission nationale de lutte anti-corruption (CONAC), de l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF), de la Chambre des comptes, etc.

Les associations de la société civile font aussi un travail appréciable. Et je dois dire que les premiers résultats obtenus dans cette croisade contre la corruption sont plutôt encourageants. Nous continuerons dans cette voie. Dans ce contexte, la portée de notre action va bien au-delà du détournement des deniers publics. Compris sous cet angle, les effets dévastateurs de la corruption deviennent plus évidents dans différents domaines, notamment la surfacturation des marchés, les retards dans l'exécution des projets etc.

Tout cela mine la crédibilité d'un pays aux yeux des investisseurs, paralyse le bon fonctionnement des marchés, crée une insécurité qui accroît le coût des crédits et les exigences des investisseurs. En réalité, le coût socio-économique de ces comportements est énorme.

LA : Que répondez-vous à ceux qui vous soupçonnent d'arrière pensées politiques dans cette action ?

Paul Biya : Je les inviterais à une lecture sereine de mon action à la tête du Cameroun depuis 1982. La lutte contre la corruption est l'un des axes majeurs de notre politique de redressement et de relance de l'économie camerounaise. Nous n'avons pas d'autres motivations. Je dois d'ailleurs vous rappeler que dès mon accession à la magistrature suprême de mon pays, j'avais inscrit le diptyque Rigueur et moralisation au centre de mon action. J'avais à l'époque, mis en garde mes compatriotes contre la mauvaise gestion et le détournement de la fortune publique. L'opération Epervier que vous évoquez est donc la suite logique de cette politique de rigueur et de moralisation. Qu'on ne nous prête pas d'autres intentions. D'ailleurs, nous demandons aux amis du Cameroun de nous aider dans ce combat de longue haleine.

LA : Lors de la Conférence « Africa 21 » plusieurs personnalités parmi lesquelles le Président Ali Bongo Ondimba, ont émis le souhait de vous voir jouer un plus grand rôle à la tête de l'Afrique centrale. Y êtes-vous prêt ?

Paul Biya : Parmi les préoccupations qui ont le plus retenu mon attention dans le message du Président Ali Bongo Ondimba lors de la conférence « Africa 21 », il y a la préparation de notre

jeunesse à relever les défis de ce siècle et le renforcement de l'intégration de notre sous-région. Quand vous réalisez que plus de 70% de la population d'Afrique centrale à moins de 25 ans, vous saisissez en même temps la pertinence des propos du Président Bongo. C'est dans ce contexte que je conçois la responsabilité du Cameroun.

Ainsi, plus que par le passé, et face aux défis du 21^e siècle auxquels cette jeunesse est confrontée, le Cameroun doit œuvrer pour faire de la sous-région un espace intégré d'opportunités pour la jeunesse, en matière d'emplois, d'entrepreneuriat, de formation professionnelle, de création artistique, bref, d'expression multiforme de ses talents. Dans cette perspective, il faut développer des infrastructures de communication, physique et virtuelle. Grâce à une tutelle dynamique, les jeunes de la sous-région échangeront plus facilement leurs idées, seront à même de partager leurs expériences, de mettre leurs ressources en commun et de créer ensemble des entreprises.

LA : Après le Sommet Afrique-France de Nice et la participation des pays africains, dont le vôtre, aux cérémonies du 14 juillet à Paris, comment voyez-vous évoluer les relations entre la France et l'Afrique, notamment l'Afrique francophone ?

Paul Biya : J'ai la conviction que la Renaissance de l'Afrique est en marche et je pense qu'elle va se réaliser avec le concours de nos amis, dont la France.

Comme vous le savez la France entretient avec l'Afrique des liens anciens, des liens qui sont très solides. Elle a toujours porté à l'Afrique un intérêt particulier, que ce soit au plan bilatéral ou au sein des instances internationales, ainsi que du G8 et du G20, au sujet de la dette et de l'aide au développement. Nous lui en sommes reconnaissants, tout comme nous lui savons gré de son ferme et constant soutien dans le cadre de la réforme souhaitée du Conseil de Sécurité des Nations Unies et dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Cela étant, il existe des liens particuliers, culturels et économiques, entre la France et les pays africains francophones, mais ce ne sont plus des liens exclusifs, ni dans un sens, ni dans l'autre. La France développe des échanges croissants avec les pays africains non-francophones. Et, dans le même temps, les pays africains francophones diversifient leurs partenariats internationaux. Nous nous félicitons également de la nouvelle dimension donnée à la relation France-Afrique à Nice. En effet, pour la première fois, aux côtés des Chefs d'Etats, les investisseurs d'Afrique et de France se sont retrouvés pour examiner les opportunités d'affaires. Cette évolution est favorable aux échanges et porteuse de croissance.

LA : Comment voyez-vous, dans ce contexte, évoluer plus particulièrement la coopération franco-camerounaise ?

Paul Biya : Elle reste très active, en particulier à travers l'Agence Française de Développement. Cette dernière finance toute une gamme de projets à partir des ressources du Contrat de Désendettement et de Développement. A quoi s'ajoutent divers instruments financiers, tels que subventions, prêts concessionnels, garanties, participations, etc.

Les projets soutenus par l'AFD concernent principalement les secteurs suivants : l'agriculture, les forêts, l'environnement, les infrastructures, le développement urbain, la décentralisation, l'éducation, la santé, le secteur productif et la micro-finance.

En 2009, les nouveaux engagements de l'AFD au Cameroun ont atteint 54,6 milliards de francs CFA (soit 83,2 millions d'euros). De son côté, sa filiale Proparco a continué d'appuyer le secteur privé camerounais en garantissant des prêts de banques locales à des PME/PMI et en prenant des participations dans des sociétés industrielles.

J'ajoute que la France est l'un de nos partenaires principaux dans le domaine de la coopération militaire.

LA : Le secteur privé français est-il aussi engagé au Cameroun que vous le souhaiteriez ?

Paul Biya : Les entreprises françaises ou leurs filiales emploient plus de 30 000 Camerounais. La France reste le premier investisseur étranger au Cameroun. Ces investissements sont d'ailleurs réalisés en grande partie par des entreprises déjà implantées au Cameroun et qui s'y développent, ce qui témoigne d'une réelle implication dans notre tissu économique. Naturellement, nous souhaitons que les investissements français se poursuivent et que de nouvelles entreprises nous apportent, non seulement leurs capitaux, mais aussi leur savoir-faire et leur expérience. Notre pays a besoin de mobiliser tous ses partenaires pour réussir son décollage économique et se hisser dans les prochaines années parmi les nations émergentes. Je dois également signaler la part croissante prise par notre diaspora établie en France dans le développement de nos échanges économiques.

LA : Pourtant, la présence économique de la France au Cameroun a peu progressé depuis plusieurs années. Dans quels domaines souhaiteriez vous une implication plus importante des entreprises françaises ?

Paul Biya : Il me semble, pour le moins exagéré, de dire que la présence économique de la France a peu progressé.

Ceci étant, je rappelle que tous les investisseurs sont bienvenus au Cameroun, et a fortiori, les entrepreneurs français. Le Cameroun entretient des relations anciennes, très étroites avec la France. La France est le premier partenaire commercial du Cameroun. Environ 160 filiales et 200 entreprises françaises sont implantées au Cameroun. Ce qui fait de la France le premier investisseur étranger du Cameroun avec environ 33% du stock d'investissements directs étrangers. Nous souhaitons que les entreprises françaises continuent à investir au Cameroun. Le potentiel économique de mon pays est riche et diversifié, chacun peut y trouver son compte dans les secteurs tels que l'agriculture, le BTP, les télécommunications, le tourisme, l'agro-industrie, la pêche, etc.

Le Cameroun est un pays stable et en paix. Nous avons une législation économique qui a amélioré considérablement le climat des affaires. Les opérateurs économiques peuvent investir en toute sécurité au Cameroun.

LA : Le Cameroun dispose d'un potentiel minier considérable. Comment pensez-vous valoriser au mieux ces richesses au bénéfice des Camerounais ?

Paul Biya : C'est un problème complexe, et il faut être conscient que la disponibilité de ressources minières ne vous en assure pas automatiquement le bénéfice, si vous ne vous organisez pas pour transformer les revenus issus de l'exploitation d'une rente minière épuisable en sources de revenus pérennes. J'ai développé cette question dans le livre : « L'émergence de l'Afrique : Regards croisés », auquel j'ai eu le privilège de participer.

En résumé, la mise en œuvre de projets miniers est une opération compliquée qui implique outre la mise en valeur du minerai, la construction d'infrastructures de transports et d'énergie, et d'autres activités. Elle mobilise d'importants financements et différents corps de métiers. Des questions cruciales se posent relativement à la maximisation des retombées économiques pour le pays d'accueil. En effet, comment assurer la participation d'un maximum d'entreprises locales aux travaux ? Comment en assurer des effets multiplicateurs pour le pays hôte ? Ce n'est que lorsque l'on peut répondre à ces questions que l'on est assuré de tirer le meilleur parti de ces ressources.

LA : Seriez-vous prêt à envisager un système de troc « matières premières contre infrastructures » du type de ce que la RDC a négocié avec la Chine ?

Paul Biya : Chaque pays a son approche en matière d'exploitation de ses ressources.

LA : Comment le Cameroun pourrait-il tirer le meilleur parti des opportunités nouvelles qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication ?

Paul Biya : Nous qualifions les TIC d'accélérateurs du développement, car, très tôt, nous avons pris conscience de leur caractère révolutionnaire, en ce sens qu'elles permettent de démultiplier les performances dans tous les secteurs de l'activité humaine : éducation, communication, administration, agriculture, industrie, police, commerce, médecine, banques et autres services, etc.

Il suffit de voir, par exemple, comment le téléphone mobile a accéléré la connexion avec les zones rurales, ou l'impact d'internet sur la communication ou la recherche des informations. Le plus fascinant reste le rythme accéléré de ces évolutions, ainsi que leur incidence en termes de diminution des coûts de ces transactions.

Par ailleurs, les TIC constituent pour nos pays en développement un champ extraordinaire d'opportunités d'emplois en matière de développement de logiciels ou de télétraitement, à l'exemple de ce qu'un pays comme l'Inde a pu accomplir.

Cela dit, et revenant à votre question pour tirer le meilleur parti des opportunités offertes par les TIC, il faut en comprendre les enjeux technologiques et économiques, ainsi que les défis à relever pour les capitaliser. Trois axes me semblent à cet égard essentiels : la construction des infrastructures physiques et virtuelles de support ; le volet éducatif dont l'objectif doit être la maîtrise et la vulgarisation des connaissances pour permettre au plus grand nombre de les exploiter ; des mesures incitatives pour attirer les entreprises dans le développement d'activités porteuses.

LA : Vous plaidez depuis un certain temps pour que l'Afrique soit représentée au Conseil de Sécurité de l'ONU. Selon vous, quel devrait être le critère ou le mode de désignation du pays représentant ?

Paul Biya : Il est indéniable que l'Afrique n'est pas suffisamment représentée au niveau international, et particulièrement au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU où les pays africains ne peuvent siéger qu'à titre de membres non-permanents. Personne ne conteste plus vraiment que cette représentation insuffisante de l'Afrique au niveau décisionnel dans les organisations internationales est injuste et dommageable sur le plan de la représentativité de

l'institution même. C'est la raison pour laquelle depuis un certain temps, nous demandons, avec les autres pays africains et avec les pays amis, que soit apportée une réponse à cette question. Nous pensons que l'Afrique mérite plus de considération dans la conduite des affaires du monde.

Quant à choisir, si cette revendication aboutit, quel pays africain représentera le continent, plusieurs critères peuvent être envisagés : démographique, économique, géopolitique. Le problème est complexe, mais pas insurmontable. Je suis sûr que les Africains sauront trouver les arrangements nécessaires pour le mode de désignation de leur représentant au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU.

LA : Au lendemain de la crise financière de 2008, vous avez appelé la communauté internationale, notamment l'ONU, à créer un Comité international d'éthique. Quel serait le rôle de ce comité ? Quelle est votre définition personnelle de l'éthique ?

Paul Biya : Lors de mon intervention à la Tribune de la 64e Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2009, j'avais indiqué que c'est bien une conjonction de dérives morales et de graves entorses à l'éthique qui se trouvent à l'origine de la grave crise financière actuelle que connaît le monde. J'avais préconisé, au cours de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2000, donc bien avant cette crise, la création, au sein du Secrétariat Général des Nations Unies, d'un Comité ou d'un observatoire international d'éthique, chargé précisément de promouvoir entre les nations et à l'intérieur de celles-ci, les valeurs humaines fondamentales universelles. Il me semble que ce plaidoyer est toujours d'actualité. Car, dans le monde d'aujourd'hui qui a tendance à reléguer l'Homme au second plan, nous nous devons de relever le défi des valeurs éthiques. Si la mondialisation ne s'accompagne pas d'un nouvel ordre moral, si elle manque de ce supplément d'âme que constitue la solidarité entre les nations et les peuples, elle risque de mettre en danger la paix si chère à notre temps.

Je le répète volontiers, l'éthique est, à mon sens, un ensemble de valeurs morales qui placent l'Homme au centre de toute activité. Elle constitue une attente essentielle de l'ensemble de la communauté humaine. Grâce à l'éthique, la centralité de l'Homme dans nos politiques et actions sera consacrée. En effet, comment parler des Droits de l'Homme sans Droit au développement ? Quelle démocratie et quelle bonne gouvernance sans une éthique de gestion du bien commun ? Une éthique de solidarité internationale n'est-elle pas nécessaire dans le traitement de la dette des pays pauvres ? La démocratie et la croissance économique, pour autant qu'elles soient indispensables, n'ont de sens, à mon avis, que si elles sont un moyen qui doit, in fine, offrir équité et solidarité à tous et pas seulement à une minorité. Précisément, le Comité ou l'observatoire que j'avais préconisé et préconise encore aurait pour mission de promouvoir ces valeurs humaines fondamentales.